



Une rivière, une vallée...

Gérard Malchelosse

Number 20, 1955

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1080006ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1080006ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Les Éditions La Liberté

ISSN

0575-089X (print)

1920-437X (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Malchelosse, G. (1955). Une rivière, une vallée... *Les Cahiers des Dix*, (20), 217–231. <https://doi.org/10.7202/1080006ar>

Une rivière, une vallée...

Par GÉRARD MALCHELOSSE

« Où trouver en Amérique, sur une distance de trente lieues, autant d'histoire que dans la vallée du Richelieu, où, pendant si longtemps, eut lieu le choc des nations ? » disait avec esprit, en 1921, dans une conférence au Cercle Universitaire de Montréal, feu le juge Philippe Demers.

C'est sans doute par désir de rendre hommage à celui qui a connu le mieux l'histoire du Richelieu, surtout le Haut-Richelieu, que l'éditeur délégué des Dix m'a prié de vous entretenir, dans le présent Cahier,⁽¹⁾ de ce fleuve et de cette célèbre vallée, où abondent des souvenirs historiques qui remontent aux premières années de la colonie. Je m'excuse à l'avance de ne pouvoir évoquer qu'un bien pâle rappel des choses que mes lecteurs connaissent évidemment autant, sinon mieux que moi, mais que je n'ai certes pas la prétention de savoir avec autant d'érudition que le juge Demers.

La rivière Richelieu, Chambly et Sorel était autrefois la route favorite des Iroquois lorsque leurs bandes venaient des Cinq-Cantons pour s'attaquer aux établissements français. Ce fut également le chemin d'invasion des Anglais au temps de Montcalm et des Américains en 1775 et en 1812.

C'est autour des forts, dont les ruines soulignent encore les noms, que se sont livrés les suprêmes combats entre l'envahisseur et les héroïques défenseurs de 1759, de 1775 et de 1812. Là sont passés, au pas allègre de leur liberté proche, les bataillons américains à qui ces forts durent céder.

(1) La publication du second chapitre de notre étude sur "la bibliothèque acadienne" (cf *Cahier des Dix*, no 19) est remise à l'an prochain.

Longtemps auparavant, c'est-à-dire dès 1603, les barques de Champlain, venues en découverte, remontaient la rivière, bordée de superbes forêts, jusqu'aux environs de Saint-Charles. Le fondateur de Québec, croyant affermir son oeuvre en faisant alliance avec ses voisins de Stadacona, reparaisait en 1609 sur le Richelieu, à la prière des Algonquins et des Hurons désireux de marcher contre un ennemi qui bloquait le commerce avec les Pays d'En Haut. On franchit les rapides de Chambly, on explora l'île de Sainte-Thérèse et on campa sur le site actuel de Saint-Jean. Le lendemain, 4 juillet, s'ouvrait devant l'explorateur le lac auquel il laissa son nom.

L'établissement de Québec, en 1608, des Trois-Rivières, en 1634, de Ville-Marie, en 1642, et, en plus, les expéditions de Champlain, allié aux Hurons, avaient provoqué la haine des Iroquois pour tout ce qui était français. Aussi, tout en poursuivant leur plan d'extermination des Hurons, les Iroquois s'en prirent-ils bientôt aux colons sans défense des rives du Saint-Laurent. Après l'arrivée de M. de Maisonneuve, ils redoublèrent d'audace et multiplièrent leurs attaques, semant la mort un peu partout.

Pour protéger Montréal, ainsi que les Trois-Rivières et Québec, qui tremblaient sous la terreur iroquoise, M. de Montmagny voulut fermer le passage de la rivière Richelieu et il bâtit à cet effet à son embouchure, sur le site actuel de Sorel, un fort qui reçut le nom de Richelieu. Abandonné par manque de troupes, ce fort était bientôt détruit par les Iroquois qui continuèrent leurs incursions.

Pour atténuer le danger, le supprimer si possible, le roi de France dû envoyer, en 1665, un régiment de troupes régulières, celui de Carignan-Salières, composé d'environ 1000 hommes.

Une série de forts sont construits. M. de Sorel relève le fort Richelieu, M. de Chambly construit celui de Saint-Louis qui deviendra, avec le temps, le fort de Chambly, et M. de Salières en bâtit un troisième, qui reçoit le nom de Sainte-Thérèse, nom également donné au mont voisin, aujourd'hui le mont Johnson. Au printemps sui-

vant, un quatrième fort est érigé où est aujourd'hui le collège militaire royal de Saint-Jean, puis un cinquième, sur l'île Lamotte, qui prend de nom de Sainte-Anne, parce que terminé le jour de la fête de sainte Anne.

Après deux descentes en pays ennemi, les troupes réussissent à intimider les Iroquois, à refréner leur audace. Cela nous vaut une accalmie, une paix trompeuse qui dure une vingtaine d'années et permet aux pionniers français d'étendre la colonisation. De 1667 à 1672, le roi accorde de vastes seigneuries aux officiers licenciés du régiment de Carignan-Salières qui, la campagne contre les Iroquois terminée, avaient décidé de s'établir dans la colonie. Les deux rives du Saint-Laurent, de Montréal aux Trois-Rivières et de Boucherville à Nicolet, sont concédées, ainsi que celles du Richelieu. Militaires devenus seigneurs et soldats devenus défricheurs peuvent s'établir avec confiance. Ils cultiveront les terres autour des centres fortifiés, tout en faisant la garde du Richelieu.

Mais les incursions et leurs revanches renaîtront cependant. En 1690, John Schuyler descend le Richelieu et surprend La Prairie sans défense. Le 11 août de l'année suivante, le major Peter Schuyler attaque à son tour inopinément La Prairie et y tue ou blesse plusieurs Français.

Le même jour, quelques heures à peine après l'attaque du fort de La Prairie, le major Schuyler et ses Sauvages sont rejoints par un bataillon venu de Chambly et des Sauvages alliés, commandés par le capitaine de Vallerennes, qui les poursuivent et leur infligent une humiliante défaite. Les Français y perdent les officiers suivants : Le Verlet, Le Ber Duchesne, Denys de la Bruère et Depeiras, tous lieutenants. Un monument signale aux passants la défaite de Schuyler, à l'intersection du rang de la Bataille « ou rang Saint-François-de-Borgia » et du chemin La Prairie-Saint-Jean.

En janvier 1693, Frontenac prend la revanche avec 600 ou 700 soldats et Sauvages. Il remonte le Richelieu et le lac Champlain et va détruire Schenectady et frapper les Iroquois dans leur pays.

En 1710-1711 le fort de Chambly est reconstruit en pierre; il survivra, malgré maint abandon, jusqu'à notre époque.

En 1731, la ligne des forts s'avance jusqu'à la Pointe à la Chevelure, précédant la concession en seigneuries d'un territoire de trente lieues. Le fort est nommé Saint-Frédéric en l'honneur de Frédéric Maurepas, ministre de Louis XV.

La lutte suprême de la conquête s'engage en 1757, au fort William-Henry, à la tête du lac George, pris par Montcalm qui, avec 3600 miliciens canadiens et soldats français gagne peu après, sur les 15,000 hommes d'Abercrombie, l'immortelle victoire de Carillon. Mais on doit abandonner les forts de Carillon et de Saint-Frédéric, et l'Île-aux-Noix devient en 1759 la dernière ligne de défense. Bourlamaque s'y fortifie si bien qu'Amherst hésite à attaquer cet automne-là. Haviland paraît le 24 août 1760 et, grâce à l'habileté du major Rogers, qui s'empare de la flottille française, ancrée près de l'embouchure de la rivière du Sud, à l'ouest du bas de l'île, l'armée anglaise passe la dernière porte de résistance. Le soir, elle campe sur la ferme Boileau. Bougainville, à la faveur de la nuit, quitte le fort et atteint Montréal qui capitule le 8 septembre. Saint-Jean et Chambly n'ont plus qu'à se rendre.

Un autre conquérant descend le Richelieu, en 1775, pour disputer le pays à l'Angleterre. Ethan Allen s'empare de Ticonderoga; Saint-Jean est pris par Benedict Arnold le 17 mai et repris par un bataillon de Chambly. Le vieux fort de Chambly devient la « clef du Canada. » Mais le 17 septembre, Montgomery, qui avait surpris l'Île-aux-Noix, paraît avec 3000 hommes et force les 700 du major Preston, à bout de vivres dans son fort démantelé, à capituler, après quarante-six jours de résistance héroïque. Ce retard apporté au succès du général américain devait lui être fatal à Québec, le 31 décembre suivant. C'est encore du fort de Saint-Jean que partait en octobre 1776 la flotte de Carleton pour reprendre aux Américains le lac Champlain qui ne devait leur revenir qu'en 1812, après la bataille de Plattsburg. Le 30 mars 1814, le Richelieu voit la dernière tenta-

tive américaine de conquête du Canada. Wilkinson échoue au moulin de Lacolle défendu par Handcock.

Vers le même temps, en Europe, s'accomplissent les guerres napoléoniennes. Et c'est de Saint-Antoine, patrie de sir Georges-Etienne Cartier, qui laissera un nom impérissable dans l'histoire et prendra une si large part à l'élaboration de la Confédération, que partent les envois de grain de la riche région agricole du Richelieu, destinés au ravitaillement de l'Angleterre affamée. Sept cents navires chaque année touchent à Québec et retournent « chargés d'avoine, chargés de blé. »

Au début de la colonisation des paroisses échelonnées sur les rives du Richelieu, ou plus précisément à partir de 1745, la loi obligeait l'habitant, pour s'établir, à posséder un lot de pas moins de quarante-cinq arpents. Eloignés des marchés, les cultivateurs devaient se pourvoir à Montréal. Afin de remédier à cet inconvénient et permettre l'établissement de commerçants et d'artisans, on érigea en bourgs certains villages de la vallée du Richelieu. Saint-Denis surtout prospéra et devint bientôt un des centres politiques, industriels et militaires le plus important de la région.

Ne soyons donc pas surpris si, aux jours sombres de 1837-1838, l'atavisme guerrier s'est fait jour avec plus d'intensité ici qu'ailleurs. Cet atavisme s'explique si l'on songe qu'à l'époque de la guerre de Sept Ans, pendant quatre années consécutives, Saint-Ours, Saint-Denis, Chambly, Saint-Jean servirent de lieu d'hivernement à une partie des troupes françaises. Saint-Denis particulièrement eut à souffrir cruellement de la conscription et de la famine. Les premiers miliciens en partirent au printemps de 1757; dès 1758, tous les hommes valides de seize à vingt ans étaient sous les drapeaux, la terre n'ayant guère plus de bras. Malgré les privations occasionnées par des réquisitions excessives, les habitants de Saint-Denis durent héberger, durant les hivers de 1758 et de 1759, une partie des régiments du Royal-Roussillon, de la Reine et de Guyenne; « on mangea avec eux sa dernière bouchée. » Des 500 soldats français restés au pays après la

guerre, sept ont pris femmes à Saint-Denis. Les déportés acadiens, chassés de leurs foyers par le grand dérangement de 1755, ont, de leur côté, fourni, de 1757 à 1775, un contingent de treize familles.

Lorsque l'acte constitutionnel de 1791 divisa le pays en Haut et Bas Canada, les deux premiers députés du comté de Richelieu furent deux citoyens de Saint-Denis, Pierre Guérout et Benjamin Cherrier, ce dernier apparenté à Louis-Joseph Papineau. Un autre député éminent de Saint-Denis fut le notaire Louis Bourdages, orateur violent et ennemi juré de l'oligarchie. Sir James Craig n'eut pas de plus redoutable adversaire. Le Dr Wolfred Nelson fut celui des politiques de cette région qui contribua le plus à la révolte et y prit la part la plus active. Déjà médecin à dix-neuf ans, il vint de Sorel, où demeurait sa famille, exercer son art à Saint-Denis en 1811 pour s'y faire bientôt une clientèle lucrative, ce qui lui permit d'acheter de nombreuses propriétés et d'y établir des industries.

Nelson, bilingue intégral à la parole facile, était enthousiaste et plein d'ardeur. Quoique anglais et protestant, il embrassa la cause des Patriotes et fut, dans la vallée du Richelieu, l'artisan de la résistance armée.

Si la journée du 23 novembre 1837 fut glorieuse pour Nelson, comme nous le verrons tout à l'heure, elle lui fut désastreuse par la perte de toutes ses propriétés, la dispersion subséquente de ses valeureux compagnons d'armes, la prison et l'exil aux Bermudes pour lui personnellement.

Depuis la conquête, notre peuple avait été en butte aux persécutions, aux outrages et aux injustices. Il m'est impossible, faute d'espace, de m'étendre sur cette époque de nos luttes constitutionnelles, alors que les nôtres ont été constamment aux prises avec les conquérants — gouvernants, militaires et marchands — qui voulaient leur en imposer.

Le sentiment démocratique, qui paraît avoir commencé dans les masses dès les premiers rois, avait toujours eu des formes vagues, indéfinies, plutôt révolutionnaires que raisonnables. Ce sentiment

n'était pas encore formulé dans son sens réel en 1800 et même plus tard, et c'est en Angleterre que l'on parvint à lui donner une marche régulière. Au lieu d'un roi responsable à Dieu et de ministres responsables au roi, ce qui ne voulait rien dire, on eut des ministres dépendants du peuple et le roi fut obligé d'accepter ces ministres.

En 1820, l'Angleterre et le Canada étaient gouvernés de la même façon, mais l'Angleterre plus mal que le Canada, parce que son administration étant ancienne les abus s'y étaient accumulés hors de proportion avec ce que l'on voyait dans la colonie qui commençait à vivre politiquement. Les whigs ou libéraux, encore moins les tories, ne pouvaient découvrir la vérité. Celle-ci s'infiltra avec lenteur, durant trente, quarante, cinquante ans; elle vint du Canada où, sans le savoir, nos députés, — Papineau, Bédard, Bourdages et autres, — réclamaient un gouvernement responsable. C'était la chose avant le mot. Je dirai que nos ancêtres avaient le sens de la politique. Leurs idées finirent par éclairer le monde vers 1848.

Les luttes que Papineau conduisaient n'avaient point pour objet de flétrir des concussionnaires ni un monde pourri comme celui d'Angleterre alors, mais plutôt de convaincre nos adversaires de la justesse de nos vues en fait d'administration. Elles ne ressemblaient donc pas à la révolution qui s'élève contre l'iniquité des gouvernants et cherche à les écraser étant persuadée qu'elle ne peut les transformer pour le mieux.

Il va sans dire que, après avoir combattu pendant plus de vingt ans pour obtenir une série de réformes dont la majeure partie lui avait été refusée, Papineau déposait, en 1834, dans sa liste de griefs, les 92 Résolutions, la substance des multiples questions soulevées au cours de ce long débat. Il pouvait compter sur l'entendement de la masse du peuple puisque toutes ces questions avaient été débattues, commentées et mises en évidence plusieurs fois dans les assemblées publiques. L'éducation des électeurs était faite sur tous ces points, éducation lente si l'on veut, mais aussi rapide au moins que celle de n'importe quel peuple au monde, car il faut bien du temps pour qu'un

programme politique nouveau soit compris de la majorité des hommes.

Le sort des Canadiens français était lié aux 92 Résolutions. C'était Jules César passant le Rubicon, Fernand Cortez brûlant ses vaisseaux, enfin un ultimatum à l'Angleterre. Un refus s'opposa à ces demandes de réformes. Alors, il ne nous restait que la révolte.

Des démonstrations politiques ou populaires ont lieu un peu partout dans le pays : aux Trois-Rivières, à Sorel, à Saint-Denis, à Rigaud, à Vaudreuil, à Saint-Eustache, à Saint-Benoît, à Montréal aussi, évidemment. A Saint-Ours, le 7 mai 1837, le Dr Wolfred Nelson, le Dr C.-O. Côté et Amury Girod protestent contre les résolutions Russell. Partout, ce sont des discours enflammés et incendiaires qui soulèvent le peuple, un délire s'en empare.

Le 23 octobre, lors de la grande assemblée des comtés de Chambly, Richelieu, Rouville, Saint-Hyacinthe, Verchères et L'Acadie, tenue à Saint-Charles, de 6,000 à 8,000 personnes se réunissent autour de la colonne de la Liberté pour discuter des intérêts de la nation et pour formuler un programme d'action. On y proclame une sorte de république sous le nom de Confédération des Six Comtés. Le 24, on fait l'appel aux armes : c'est l'insurrection. Papineau, effrayé, tente d'apaiser les esprits, mais doit céder aux instances des meneurs : Nelson, Brown, O'Callaghan.

Les événements marchent avec une rapidité étonnante. Vingt-six mandats d'amener sont bientôt lancés contre les chefs politiques accusés de haute trahison. Des arrestations ont lieu.

A Chambly les principaux représentants du comité du Salut Public sont Barsalou, Normandin, Joubert. Et ils sont, comme tels, députés à la Banque Canadienne, de Saint-Hyacinthe, pour y contracter un « emprunt national » destiné à l'achat d'armes et de munitions. Comme ils ne sont point porteurs de lettres officielles d'autorisation, ils doivent revenir à Chambly pour se les procurer, en même temps qu'un certificat de la valeur de leurs propriétés et de celles des autres citoyens qui consentent à prêter au fonds des Patriotes. Un second

échec les attend : on refuse de leur fournir de l'argent sur des billets promissaires. Cinq ou six habitants hypothèquent leurs biens et \$8,000. sont retirés de la banque. Mais les munitions que l'on attend des Etats-Unis sont saisies par les douaniers à la frontière, et les Patriotes sont cruellement déçus dans leurs espérances.

Cette aventure les aigrit davantage contre leurs adversaires et contre l'oligarchie, elle affermit leur volonté, elle stimule leur enthousiasme.

Le fort de Chambly était à cette époque occupé militairement par une partie du 15^e régiment d'infanterie. Pendant que sa faible garnison le répare sous les ordres d'Alphonse de Salaberry, il se passe dans les environs des événements de première importance et qui ne sont pas généralement connus. A l'exemple de leurs pères, en 1775, les Patriotes songent à s'emparer du fort.

Sur ces entrefaites, on apprend que la liberté du Dr Timothée Kimber est menacée. Une cinquantaine de Patriotes se recrutent et, armés de fusils, de sabres, de faux et de fourches, ils descendent à sa résidence, le 16 novembre, juste à temps pour le délivrer. Et l'escorte qui devait opérer l'arrestation est conduite, bon gré mal gré, hors de l'endroit.

Le lendemain, 17 novembre, Bonaventure Viger et Joseph Vincent, à la tête d'une soixantaine de Canadiens de Boucherville et de Longueuil et d'une quarantaine d'habitants de Chambly, attaquent sur le chemin Longueuil-Chambly la cavalerie du capitaine Moulton, qui escorte la voiture conduisant le Dr Davignon, de Saint-Mathias, et le notaire Demaray, de Saint-Jean, arrêtés tous deux près de Chambly-Canton. Des coups de feu sont tirés, les chevaux se cabrent et sont tués à coups de sabres, les militaires sont culbutés et prennent la fuite... et les prisonniers délivrés, puis conduits chez le forgeron Fournier dit La Grenade, pour être débarrassés de leurs fers.

Il est intéressant de noter que le premier coup de feu de la rébellion de 1837, tiré en cette circonstance, le fut, non pas par un Canadien français, mais par un Irlandais du nom de Patrick Murray.

Subséquentement, Pierre Fontrouge, Olivier Bonvouloir, Louis Benoît et autres sont arrêtés pour avoir tiré « après » Patrick Murray.

Le même soir, à la ferme des Quarante, un rassemblement de Patriotes est dispersé par l'arrivée soudaine de la petite garnison du fort.

Proposée et combinée par le Dr Kimber et François Barsalou, l'attaque du fort devait s'effectuer dans la nuit du 18 au 19 novembre. La journée du 18, un samedi, est quelque peu agitée, mais rien n'éveille les soupçons de la garnison. L'après-midi, il y a une nombreuse réunion à la ferme des Quarante. Des discours y sont prononcés. Le rendez-vous général, qui doit s'y faire le soir et qui doit réunir près de 300 hommes, est manqué. Les secours puissants que l'on attendaient de Longueuil et de Boucherville ne viendront pas à cause des troupes qui sont passées là dès le midi. Un parti de soixante Patriotes de Saint-Mathias, se rendant au rendez-vous, fait la rencontre d'un détachement du 15^e régiment, armé de deux pièces d'artillerie de campagne et de volontaires de la cavalerie de Montréal, qui se dirigent vers le fort de Chambly sous les ordres du lieutenant-colonel Wetherall et des capitaines Glasgow et David.

Des coups de feu sont tirés de part et d'autre et sept Canadiens sont faits prisonniers et incarcérés dans le donjon du fort, entre autres le Dr Alexis Rollin et François Collin, de Longueuil. Ces nouvelles fâcheuses parviennent aussitôt à la ferme des Quarante et paralysent l'énergie des Patriotes. Leur projet de surprendre le fort avait avorté dans l'oeuf.

Le lendemain, l'abbé Migneault ayant appris que l'on cherchait le Dr Kimber, les frères Barsalou, Joubert, Normandin et autres pour les arrêter, voulut les prévenir. Comme il n'avait vu aucun d'eux à la messe, il fit signe à un des fils de Barsalou, qui était à la grand'messe, d'aller le rencontrer à la sacristie et il l'informa des dangers que couraient ses paroissiens. Le jeune Barsalou se rend immédiatement à la ferme des Quarante et peut avertir à temps les quelques Patriotes qui s'y trouvent réunis. Ces derniers ont à peine le temps de se

réfugier dans le bois voisin, que trente dragons arrivent au pas de course. Après de multiples et vaines recherches dans les maisons et les granges, ils capturent un vieillard qu'ils font monter à cheval la corde au cou et conduisent au fort comme otage.

Au retour de l'expédition, le commandant des dragons dit à l'abbé Migneault :

— Je crois que vous les avez fait avertir.

— Commandant, je suis le père de mes paroissiens, et comme tel je dois les protéger, répond M. Migneault.

Réponse digne et admirable !

Mais les Patriotes se rendent compte que les choses tournent au pire. Cette même nuit, le Dr Kimber, les deux Barsalou, Joubert, Darche et quelques autres Patriotes se rendent au presbytère où il est décidé que les plus compromis fuiront aux Etats-Unis. Ce n'est cependant que cinq jours plus tard, et plus précisément dans la nuit qui suivit la défaite des Patriotes à Saint-Charles, qu'ils quitteront le pays pour l'exil, au milieu des larmes et des lamentations de leurs familles éplorées. Par des routes différentes, et à la faveur des bois, ils réussiront à atteindre la frontière sans ennui et arriveront au lac Champlain le soir du 27. Là, ils recevront l'hospitalité d'une brave famille de compatriotes. Moins heureux, le Dr Kimber sera arrêté à la baie Missisquoi, vers le milieu de décembre suivant.

Les frères Barsalou, et quelques autres patriotes d'infortune comme eux, ne reviendront que plusieurs mois plus tard, lorsque le calme se sera rétabli, en mai 1838. Mais durant cinq mois encore, la plupart se cacheront dans les bois pour éviter d'être pris.

Le lieutenant-colonel sir George Cathcart, plus tard général, commandait les dragons à Chambly en 1838. Il s'était lié d'amitié avec l'abbé Migneault et c'est grâce aux supplications de ce dernier que les citoyens de Chambly eurent la permission de revenir vivre paisiblement au milieu de leurs familles.

Si je n'ai pas encore parlé de ce qui se passa à Saint-Denis et à Saint-Charles, les 23 et 25 novembre, c'est que les événements que je viens de raconter ont eu lieu avant ceux de ces deux coquets villages qui gardent le cuisant souvenir de l'agitation de 1837, de ses combats, de ses incendies, de ses deuils.

A Saint-Denis, les Patriotes, conduits par le Dr Wolfred Nelson, avaient forcé le colonel Gore à se retirer le 23 novembre; ceux de Saint-Charles, conduits par Storrow Brown, y étaient écrasés par Wetherall le 25.

Les Patriotes de Saint-Denis s'étaient surtout retranchés dans la maison Saint-Germain, vraie forteresse de pierre, aux murs de quatre pieds d'épaisseur, d'où les 500 hommes de Gore ne purent les déloger malgré un assaut de plus de six heures. C'est au début de cette action que se produisit le regrettable assassinat du lieutenant George Weir, envoyé comme éclaireur et tué, par ses gardiens patriotes, en tentant de s'échapper. Gore retourna à Sorel le même soir.

Le souvenir de cette mémorable journée est marqué d'un monument récent. Sur un piedestal en granit rouge se dresse la figure de l'habitant, oeuvre de Bonnet, dans l'attitude de l'attente, fusil en mains. L'inscription : « Honneur aux Patriotes de 1837 » s'y lit ainsi que les noms de ceux qui furent tués pendant l'engagement.

Saint-Denis s'enorgueillit de deux autres monuments historiques : l'un érigé sur le site de la maison Saint-Germain, l'autre élevé en souvenir de Louis Marcoux, le bras droit de Nelson, tué traîtreusement à Sorel, en 1834, au cours d'une élection contre James Stuart, procureur général de l'époque. Ce monument a sa petite histoire qui vaut d'être retenue.

Marcoux, tué d'un coup de pistolet par un nommé Isaac Jones, au sortir du comité central du Dr Nelson, fut inhumé en présence d'une foule considérable de patriotes de la vallée du Richelieu, qui souscrivirent une grosse somme d'argent pour élever un monument sur la tombe de la victime. L'inscription qu'on voulut y mettre ren-

contra l'opposition de M. Kelly, curé irlandais de Sorel; de même le projet de l'élever sur la place publique souleva l'antagonisme décidé de la garnison anglaise, qui menaçait de le détruire le jour même de son inauguration.

Devant ce double interdit, Nelson et ses amis décidèrent de l'ériger à Saint-Denis, paroisse patriote s'il en fut, et le dévoilement eut lieu le 23 juin 1836, au milieu d'une affluence extraordinaire. C'était une colonne pyramidale en granit où figurait cette inscription : « Passant, rend hommage à la mémoire du patriote Louis Marcoux, tué à Sorel, le 10 novembre 1834, en défendant la cause sacrée du pays, âgé de 34 ans. Ses dernières paroles furent : « Vive la Patrie ! »

Le 3 décembre 1837, Gore et ses soldats, humiliés de leur défaite du 23 novembre précédent, revenaient à Saint-Denis pacifié et, rageurs, ils incendièrent vingt-huit maisons, culbutèrent et brisèrent à coup de barres de fer le granit du monument Marcoux, si bien qu'il n'en resta que des morceaux informes, utilisés bientôt dans la reconstruction en pierre d'un des magasins incendiés.

Et dans les fondations de ce magasin, démoli en 1915, on découvrit les débris du monument. L'un des historiens de Saint-Denis, le Dr J.-B. Richard, s'empessa de les recueillir, et depuis la colonne pyramidale, avec son inscription, reconstituée par des mains expertes, figure encore, place Nelson, après avoir été enfouie sous terre pendant soixante-dix-huit ans.

Saint-Charles, comme Saint-Denis, est l'une des paroisses du Richelieu qui eut le plus à souffrir de la rébellion de 1837. C'est dans le manoir Debartzch que les Patriotes insurgés, mal armés et conduits par Storrow Brown, se barricadèrent et attendirent, le 25 novembre 1837, les 300 hommes de Wetherall et le bataillon des Grenadiers de Chambly, commandé par le major Warde. Wetherall attaqua avec de l'artillerie. Malgré une résistance acharnée les assiégés ne purent résister. Ce fut la déroute. Une trentaine de Patriotes furent tués et des centaines faits prisonniers. Wetherall ne laissa derrière

lui qu'un village incendié. Avec cette défaite s'éteignit l'insurrection de 1837 dans la vallée du Richelieu.

Si j'ai tenu à rappeler la tragique résistance de nos pères contre ce qu'ils appelaient un « gouvernement arbitraire, » c'est que nous leur devons les libertés dont nous jouissons aujourd'hui. Ces libertés ont germé dans leur sang. Plusieurs ont sacrifié leur vie, d'autres ont enduré l'exil, d'autres enfin ont été ruinés pour la cause qu'ils s'étaient donné la noble mission de prêcher et de défendre. Leur sacrifice n'a pas été inutile. J'ai dit et je répète que l'Angleterre, après avoir accepté une à une pour elle-même les « résolutions » que nos pères avaient conçues en devançant le temps dans la marche des idées libérales, nous les a accordées, l'orage dissipé. L'ère de paix que nous avons obtenue est donc le fruit des souffrances de ceux qui luttèrent pour l'obtenir. Sachons nous souvenir de ces braves gens, car il est juste qu'après avoir été les premiers au devoir, ils soient les premiers à l'honneur.

J'espère que cette vue d'ensemble portée dans le domaine des faits vous a rendu plus sympathique l'unique, l'incomparable vallée du Richelieu qui dort maintenant paisible, fatiguée du labeur glorieux que lui imposèrent les siècles. Riches d'histoire, ses coteaux verdoyants et pittoresques sont aujourd'hui, comme ils l'étaient il y a cent, cent cinquante ans, l'un des greniers de la province de Québec. Mais rien ne peut faire oublier qu'ils ont été autrefois le rempart du pays. Et les vieilles maisons, en particulier l'antique manoir seigneurial de Saint-Ours, aux murs gris, aux fenêtres larges et basses, bâti au milieu d'un magnifique jardin, et qui garde le cachet de son ancienneté; l'historique château des gouverneurs, à Sorel; le manoir Debartzch, à Saint-Charles; celui de Drolet, à Saint-Marc; le château des seigneurs de Rouville, à Saint-Hilaire; le manoir des Johnson, à Saint-Mathias; la maison de Salaberry, le vainqueur de Châteauguay, en 1813, à Fort-Chambly; et les forts de Chambly, Saint-Jean, Ile-aux-Noix, Montgomery, dans leur majesté séculaire et faits pour durer toujours, abandonnés depuis longtemps par les hommes de guerre,

mais où la gloire habite encore; toutes ces ruines qui se mirent dans les eaux du Richelieu justifient l'épithète du Londonien William T. Stead à la Tamise : « Its liquid history. »⁽²⁾

Gérard Malchelosse

(2) Cité par Arthur H. Moore, *The Valley of the Richelieu*, p. 13.